

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

Après les gilets jaunes, après les manifestations contre la retraite à 64 ans, le gouvernement fait face à une énième crise majeure avec la contestation des lycéens et des étudiants dont les revendications sont tout à fait légitimes. Remplacement des professeurs absents, Parcoursup, dégradation des conditions de travail, ... qui peut vraiment contester la justesse des mécontentements, auxquels s'ajoutent la colère des enseignants dont les demandes n'ont jamais été satisfaites par les cinq ou six ministres de l'éducation depuis le premier quinquennat de Macron en 2017 ?

Bien sûr, on doit aussi déplorer les violences et saccages des mobiliers urbains et établissements, d'ailleurs bien souvent commis par des groupes extérieurs aux manifestants. Mais ne faut-il pas se demander si cette violence n'a pas un rapport avec la manière dont le gouvernement se sert des forces de l'ordre ? Les méthodes de la police et de la gendarmerie ne sont manifestement pas capables de gérer correctement les manifestations

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / **p.2 et 3** : International : Elections en Allemagne (2^{de} partie) / **p.4 à 6** : Place au débat : PLFSS 2027 : Feu sur la Sécu, feu sur les retraites / **p.6 et 7** : Brève sociale : Fonderies de Bretagne / Les bras m'en tombent : Ont-ils étudié l'économie ? / **p.8** : Coup de gueule : Sécheresse : les banques s'enrichissent sur le dos des paysans / Avez-vous remarqué ? : Aides publiques et dividendes

comme on a déjà pu le constater lors des précédentes crises.

Est-il normal d'utiliser des grenades et des projectiles susceptibles de causer de graves dommages face à des manifestants pacifiques pour la plupart ? Non évidemment.

Cela illustre l'absence d'écoute et de dialogue entre Macron, ses gouvernements et la majorité de nos concitoyens. C'est encore le cas avec le projet de budget que prépare Lecomte. Retraités, chômeurs, malades, ce sont toujours les mêmes qui sont visés tandis que les plus riches s'en sortent toujours mieux. N'est-ce pas la politique de Macron qui est la cause de ce déficit dont on nous rabat les oreilles avec les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux actionnaires ?

On aurait pu croire que la prochaine élection présidentielle permettrait de mettre fin à cette politique. Au vu des sondages on peut douter qu'il en soit ainsi avec un duel annoncé Le Pen/Philippe...

Pierre Kerdraon

INTERNATIONAL

Elections en Allemagne

Par Mathias WEIDENBERG

(2^{de} partie d'extraits d'un article paru dans la revue l'Audace)

(...) 20 % des Allemands sont ainsi persuadés que leur famille a été « proche de la résistance ». L'Allemagne souhaite maintenant célébrer le 8 mai comme un jour de « libération ». A croire que les nazis étaient des envahisseurs extra-terrestres...

Mais en Saxe Anhalt, les sondages à la sortie des urnes donnent à voir un tout autre contexte. Je relaie celui du Süddeutsche Zeitung, mais j'ai aussi lu un autre sondage sur les plus de 70 ans chez qui l'AfD n'est pas à 30 %.

Les Est-Allemands nés avant 1966 – en RDA communiste donc – votent moins AfD. Ceux qui votent le plus pour ce parti sont ceux dont la vie est en fait dominée par les neuf années de réunification violente socialement, entre début 1991 et la fin de la Treuhand, l'organisme chargée de la privatisation des biens en RDA après la réunification... C'est dans cette génération que se recrutent à l'Est les néo-nazis des années 90, les incendiaires de réfugiés de Rostock, les terroristes de la NSU. D'ailleurs, j'ai beaucoup écrit sur la NSU et sur la violence croissante de l'extrême droite allemande entre novembre 2011 et 2015, dans l'indifférence totale des partis et des médias en France.

Quant à la génération post-réunification, elle vote autant AfD que la moyenne. Pour eux, l'alternative à l'AfD n'est pas la CDU des grands-parents, mais Linke et les écologistes.

Reste une question fondamentale : quelles leçons tirer de ce nouvel épisode pour les politiques publiques, lorsqu'on souhaite redorer le blason d'une démocratie perçue comme luttant contre les classes salariées ? Peut-être que les deux partis de l'exécutif par excellence en Allemagne, SPD et CDU, devraient y réfléchir.

La marchandisation des activités humaines, la domination des intérêts mercantiles, la déflation intérieure appauvrissant les classes salariées pour protéger les excédents commerciaux, le refus d'investir ces excédents dans le pays par peur d'une augmentation des importations, tout cela conduit à des inégalités considérables, de patrimoine notamment, et à une spéculation immobilière, achevant d'autant plus les classes salariées. Tout cela est connu, commenté, les alertes ont été nombreuses. Le SPD a refusé de gouverner à gauche entre 2013 et 2017 alors que le Bundestag avait une

majorité à gauche, et que l'extrême droite était en dehors.

La CDU a saboté entre 2022 et 2024 les efforts de relance de l'investissement et de lutte contre l'inflation – avec l'aide du FDP alors pourtant au gouvernement – dans une tactique cynique et myope de conquête de la chancellerie par Friedrich Merz. Le pays a dû rester douze trimestres en récession pour satisfaire l'ambition d'un banquier d'affaires. Celui-ci a réussi à s'emparer du pouvoir. Mais dès ce dimanche 6 septembre au soir ses amis envisagent de le déconnecter.

SPD et CDU gouvernent mal. Ah, bien sûr, on annonce des fonds structurels d'investissement. Mais les dépenses publiques vont d'abord dans l'armement et des cadeaux fiscaux vident les caisses. La timide réforme fiscale prévoyant 2 points d'augmentation de l'impôt sur le revenu pour 120 000 ménages hyper riches (24 000 euros par mois) ne compense pas les coupes drastiques des budgets sociaux et des retraites. Le gouvernement CDU veut s'attaquer aux lois protégeant le travail et la cogestion syndicale au nom de la lutte contre la bureaucratisation. Mais cette bureaucratie contemporaine n'est en fait ni « socialiste » ni pro-travail : elle est d'abord l'appareil de surveillance et de protection pointilleuse des normes marchandes du néolibéralisme.

Les cadres promus depuis vingt ans sont des experts pour empêcher dépenses et investissements, pour espionner toutes les décisions intimes des classes populaires et conditionner les aides à des comportements qui se devraient être conformes, pour empêcher la reprise des salaires qui serait inflationniste et ouvrir les marchés à la concurrence internationale au non d'une réciprocité qui n'existe pourtant plus. La critique du capitalisme contemporain est absente tant du côté des néolibéraux – incapables de comprendre pourquoi en pratique leur théorie ne marche pas – qu'au sein des socio-démocrates, qui voient par erreur l'Union européenne comme un espace de liberté, de justice sociale et de globalisation progressiste.

PLACE AU DÉBAT

PLFSS 2027 : FEU SUR LA SECU, FEU SUR LES RETRAITES

Par Jean-Claude Chailley

Introduction

***Budgets 2027 : refuser le prétendu manque de moyens**

54 milliards de coupes budgétaires en 2027 car « les caisses sont vides » nous dit-on. 125 – 150 milliards d'ici 2030 ou 2032

► **Non les caisses ne sont pas « vides ».** Elles sont vidées en continu par 200 Md d'aides aux entreprises (1000 milliards en 5 ans), + les flat tax et autres + le doublement, vers un triplement, du budget militaire, sur ordre de Trump à l'OTAN...

Ces dépenses disproportionnées sont à l'origine de la flambée de la dette...et des dividendes (France 2^{ème} en dividendes après les Etats unis dans une économie en berne !).

► **Si cette politique continue on ira de la stagnation à la récession, ce qui creusera les déficits quelles que soient les coupes budgétaires.**

► **C'est l'extrême pauvreté qui « ruisselle ».** **A 1281 € / mois on peut supporter une baisse de pouvoir d'achat,** à 2000 € on vit bien (R Lescure).

C'est une menace contre le SMIC.

► **Les couches moyennes et leurs enfants sont en train d'être renvoyés à la pauvreté. C'est la source profonde de la montée de l'extrême droite.**

► **Pour remplir « les caisses » il suffit d'arrêter de les vider !**

***Les «caisses vides» prétextes contre les services publics, contre la Sécu :« La Sécurité sociale doit participer au redressement des finances publiques »** disait Bayrou en lançant son conclave sur les retraites, repris par Farandou pour tenter d'imposer la « règle d'or », la capitalisation, ...

Actuellement le processus est en cours. Le PLFSS 2027 est une étape importante, avec UNE 1^{ère} REFORME SYSTEMIQUE DES RETRAITES. D'autres réformes systémiques sont en cours.

Etat de la santé en 2024, aggravé depuis.

L'effondrement de la santé est déjà bien avancé

Les soignant.es le disent. L'OCDE le prouve (cf Panorama santé OCDE)

- Population signalant un besoin non satisfait en matière de soins médicaux : F 24^{ème} / 28 (couts, délais d'attente, niveau de revenu).
- Les économies tuent. Mortalité liée à des causes évitables F 12^{ème} / 36. Mortalité infantile F 28^{ème} / 38.
- On consulte trop ? France 20^{ème} en consultation par habitant.
- L'hôpital bashing est-il justifié ? France 13^{ème} en lits d'hôpital par habitant. Visites aux urgences : France 15^{ème}
- France 20^{ème} en médecins en exercice par habitant, 22^{ème} pour les infirmiers.
- Rémunérations des infirmiers hospitaliers : France 29^{ème} / salaire moyen (pareil pour les enseignants).
- Dépenses excessives ? France 12^{ème} en dépenses de santé en 2024, pire depuis.
- France 30^{ème} en prévention

I/ CET ETE, AVANT LE PLFSS 2027

- **Encore des déremboursements de médicaments** (France 12^{ème} en 2024 en dépenses en produits pharmaceutiques au détail par habitant (OCDE))

- **Nouveaux transferts de la Sécu vers les assurances complémentaires** qui vont encore augmenter leurs tarifs, rendre l'accès aux soins impossible pour de plus en plus de malades (ce qui finit par coûter très cher)
 - **Augmentation de 40 % du plafond des franchises** qui frappe les plus malades.
 - **Décret de baisse de 5,3 % de l'APA à domicile, l'aide personnalisée à l'autonomie pour les personnes en perte d'autonomie.**
 - **Pour réduire le « déficit » le PLFSS s'attaque à toutes les branches de la Sécurité sociale.**
- **La méthode des décrets se généralise. Il pourrait y en avoir contre les ALD**

II/ Le PLFSS 2027 : 9 milliards d'économies !

Pourquoi le « déficit » ?

Ce « déficit » est créé par la **stagnation de l'économie, liée à des salaires et des retraites trop faibles** qui brident la consommation, donc l'activité des entreprises, aux délocalisations, aux exonérations et exemptions non compensées...

La BCE y contribue également en augmentant ses taux d'intérêts de crainte qu'il y ait des revendications d'augmentation des salaires.

Après le Covid, le gouvernement avait dû augmenter les salaires des soignants, soit 13 Md par an (Ségur de la santé). **Il n'a apporté aucune ressource supplémentaire, donc créé autant de déficit qu'il veut récupérer par un nouveau gel du point d'indice des fonctionnaires et des coupes sur les prestations.**

Ajoutons aussi la politique d'exonération de cotisations sociales (voir ci-dessous)

SANTE (ONDAM) :

5,1 Md de coupes sur la santé « un effort exceptionnel » !

Objectif de dépenses								
Milliards euros	2024	2025	Indx 2025/ 2024	2026 voté	Index 2026/ 2025	2026 PLfss 2027	PLFSS 2027	Index 2027/ 2026
Dépenses de soins de ville	110,1	113,9	103,5	117,5	103,2	117,4	118,2	100,7
Dépenses relatives aux établissements de santé (*)	105,8	109,5	103,5	112,8	103,0	112,6	116	103,0
Dépenses relatives aux établissements et services pour personnes âgées	16,1	17,4	108,1	18,3	105,2	18,2	18,8	103,3
Dépenses relatives aux établissements et services pour personnes handicapées	15,2	15,6	102,6	16	102,6	16,0	16,3	101,9
Dépenses relatives au fonds d'intervention régional et soutien national à l'investissement	6,6	6,1	92,4	6,4	104,9	6,0	5,9	98,3
Autres prises en charge	3,1	3,1	100,0	3,3	106,5	3,3	3,4	103,0
Total	256,9	265,9	103,5	274,4	103,2	273,3	278,7	102,0

ONDAM : « L'évolution spontanée est estimée à 3,6 % ». Réalité 2 % pour une inflation (sous-estimée) de 1,7 %, soit 0,3 % en volume. Pour rattraper le retard il faudrait dans les 5 - 7%

- **A ce jour – les mobilisations peuvent obtenir des reculs - il y aura des coupes partout, médicaments, dispositifs médicaux, transferts aux complémentaires, indemnités journalières, augmentation de taxes, plein effet de l'augmentation des franchises, ...et la menace de décrets supplémentaires sans fin.**
 - **L'hôpital public déjà dans une situation catastrophique continuera de s'enfoncer, tout comme la psy.**
- **Inacceptable : en l'état l'effondrement du système de santé**
- **Il faut au contraire aller vers le 100 % Sécu, la Sécu intégrale.**

AUTONOMIE

Près de 5 ans après le scandale Orpéa pratiquement rien n'a changé.

Cette année **le Conseil de l'Europe** a condamné à 2 reprises le manque de moyens financiers et en personnels en France, ainsi qu'une lutte insuffisante contre le retraité bashing.

- **La réponse du gouvernement c'est un budget qui n'augmente que de 3,3 %, prévu en déficit permanent.** Il ne permet pas d'améliorer l'existant, encore moins de faire face à l'arrivée aux grands âges des « boomers »
- **Faute d'investissements on veut obliger les personnes avec des pertes d'autonomie même lourdes, à rester chez elles, y compris contre leur souhait ou leur état de santé.**
- **Le gouvernement baisse l'APA à domicile de 5,3 %, indispensable pour y rester. On mourra seul chez soi comme pendant la canicule.**

On va volontairement à la catastrophe

- **Il faut dégager immédiatement les ressources nécessaires.** En 2018 Macron a promis une loi grand âge. En 2024 l'Assemblée nationale a exigé une loi de programmation grand âge. **Il y a urgence à obtenir une loi de programmation grand âge avec les moyens financiers et en personnels nécessaires.**

RETRAITES : une réforme **SYSTEMIQUE**

Augmentation moyenne des pensions : 0,2 % en 2027 !

- **En 2023 la France était 9^{ème} en niveau de retraite de L'Union européenne** cf UE [36405.pdf](#). **Est-ce vraiment trop ?**

- **Le « déficit » est modeste. Annexe PLFSS 2027**

	2025	2026	2027
Recettes	297	302,5	311,4
Dépenses	304,2	310,5	316,2
Solde	- 7,1 (- 2,4 %)	- 8 (- 2,6 %)	- 4,8 (- 1,5 %)

- **Ce gouvernement comme les précédents (et la plupart des médias) manipule les chiffres.**
Art 35 :

	2024	2025	2026	2027
Revalorisation pensions	5,2 %	2,2 %	0,9 %	0,2 %
Inflation IPCHT	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,7 %

On a l'impression qu'en 2024 les pensions ont été revalorisées de 5,2 % pour une inflation de 1,8 %. **FAUX** : les retraites sont revalorisées **avec 1 an de retard**. Il n'y a eu aucun « coup de pouce », il n'y en a d'ailleurs jamais, c'est même l'inverse.

- **PLFSS 2027 : une réforme **systemique** :**

« La mesure propose ainsi, pour les pensions dont le montant total (**base et complémentaire**) est supérieur au niveau de pension garanti pour une personne ayant une **carrière complète (1 281 euros)**, de permettre au Gouvernement de déterminer, **par voie réglementaire**, un taux **d'indexation inférieur à celui de l'inflation** et supérieur à 1 (aucune baisse) »

- **Il s'agit d'une mesure visant le total de la pension, pension de base et complémentaire.** **INOUI** : l'augmentation de la complémentaire peut entraîner une baisse de la revalorisation de la pension de base de la Sécu !
- **Le code de la Sécurité sociale prévoit la revalorisation de l'inflation. Si ce PLFSS passe, par 49-3 ou autre, **l'éventuelle revalorisation** sera imposée sans débat, **par décret**, à perpétuité.**
- **Pour 2027 les retraites de base ne seraient revalorisées de l'inflation que jusqu'à 1281 € / mois. Gelées au-dessus de 2000 €. Revalorisation partielle – ou non – entre les 2. En outre le plafond d'abattement dits pour frais professionnels, en voie de disparition, baisse de 4437 € à 3000 €, par foyer.**

- **Les prestations sociales**, comme la moyenne des retraites, seront revalorisées de **0,2%** (PLFSS p 104). **2 Md d'économies sont prévues sur le chômage.**
- **Le gouvernement présente la revalorisation jusqu'à 1281 € comme une politique sociale. Ce n'est pas une politique sociale, c'est un NIVELLEMENT PAR LE BAS.**
- ▶ **TOUTES les retraites doivent continuer à être revalorisées de l'inflation et faire l'objet d'un rattrapage. L'abattement de 10 % doit être restauré.**
- ▶ **Revenir à l'indexation sur le salaire moyen.**
- ▶ **19 novembre : montée nationale des retraités à Paris. Montparnasse 11 H**

III/ LA COTISATION / LE FINANCEMENT

Le gouvernement gèle les exonérations de cotisations « patronales » de 3,7 Md supplémentaires en 2027

- **Les exonérations sont une trappe à bas salaires.**
Elles ne suffisent jamais car on trouve toujours un pays à salaire plus faible en Europe ou ailleurs. Dans le court terme elles augmentent les profits (d'où les exigences du MEDEF), mais dans la durée elles freinent l'élaboration de produits à forte valeur ajoutée, **d'où la désindustrialisation, la stagnation de l'économie.**
- **Les exonérations et exemptions sont de l'ordre 90 Md par an.**
Les seules exemptions d'assiette (primes, intéressement, PEE) ont bondi de 88 % entre 2019 et 2024, en substitution aux salaires. Coût : 16,7 milliards d'euros en 2026, dont **environ 11 Md€ récupérables** en réintégrant les dispositifs les plus contestables dans l'assiette de cotisations.
- **Les exonérations sont un sujet de désaccord majeur, et même tabou, à gauche, entre organisations syndicales.** Si la CGT a salué les 3,7 Md en ajoutant qu'il restait encore 75 Md d'exonérations à supprimer, ce n'est pas une analyse unanime.
- **Alors qu'on cherche des recettes pour la Sécu, il faut en débattre entre organisations. Il est plus que temps de faire mieux que Lecornu !**

En plus du PLFSS, des réformes, toutes destructrices de la Sécu, sont en projet. Nous y reviendrons, notre modèle social est en jeu à brève échéance.

Les Français sont attachés à la Sécurité sociale. L'offensive de destruction peut être stoppée, mais il y a urgence. Il faut informer les militants, la population, construire le rapport de force.

Action syndicale



L'intersyndicale réunissant la CGT, FO et la CFDT, appelle à une **journée de mobilisation le 5 novembre prochain**. Elle appelle les salariés du public et du privé à faire grève **"pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie"**.

Brève sociale

Fonderie de Bretagne

Par Pierre Kerdraon

Les 344 salariés de la Fonderie de Bretagne basée à Caudan dans le Morbihan sont toujours dans l'expectative alors que le tribunal de commerce doit se prononcer le 15 octobre sur le projet de reprise faisant suite à la mise en redressement judiciaire de cette entreprise fondée par Renault en 1966.

Trois projets de reprise ont été présentés mais rien n'a filtré sur les conditions sociales de cette reprise. Combien de salariés seront embauchés par la nouvelle entreprise ? Nul ne le sait. On ne connaît pas davantage les compensations qui seront allouées à celles et ceux qui ne seront pas repris.

Par ailleurs pour que l'entreprise fonctionne il est indispensable qu'elle ait suffisamment de commandes.

Si la région s'est investie, on attend de l'Etat et de l'ancien actionnaire qu'ils en fassent de même pour permettre à cette société au matériel récent de continuer à faire vivre une partie des Morbihannais. Mais n'est-ce pas trop demander à ce gouvernement et à ce président dont les quinquennats ont vu une grande partie du patrimoine industriel de la France vendue à l'étranger ?

Les bras m'en tombent

ONT ILS ETUDIE L'ECONOMIE ?

Par Michel Strulovici

L'annonce au JT de 13h de France 2 par le présentateur (lou-ravi) de la volonté du gouvernement d'économiser 733 millions d'euros en « supprimant l'avantage tarifaire des agents de l'EDF » démontre la disparition de toute frontière aujourd'hui entre les éléments de langage du pouvoir et leur reprise par les journalistes, y compris du service public, dès qu'il s'agit de taper sur les salariés d'aujourd'hui et d'hier. Cette gémissement démontre également la nullité de leur connaissance du fonctionnement de l'économie du pays. Car, supprimer cet avantage tarifaire des agents d'EDF peut sembler, pour les ignares, à première vue, une mesure d'économie. Mais il s'agit là, de fait, d'une apparence, d'une illusion comptable : cet argent n'est pas thésaurisé, il est dépensé chaque mois par des ménages en France, et participe donc à la consommation, aux recettes fiscales et à l'activité locale. Rappelons, en passant que la Cour des Comptes situe à 230 millions d'euros le coût fiscal pour l'Etat sur les 733 millions proclamés.

Mais, et surtout, vanter une « économie de 733 millions » suppose que cette somme disparaîtrait du circuit si l'avantage était maintenu. Or, cet argent est déjà dans l'économie : il finance les factures de 300 000 foyers, qui les dépensent ensuite dans l'alimentation, les transports, la culture, l'économie réelle. Chaque euro dépensé par un ménage a un effet multiplicateur (d'au moins de 1, 2 à 1,5) et génère de la TVA (20%) de l'impôt sur le revenu, des cotisations, et du chiffre d'affaires pour les entreprises locales.

En d'autres termes, on ne « gagne » rien à retirer un pouvoir d'achat existant ; on le déplace, avec un risque de contraction de la consommation des ménages concernés d'au moins 1 milliard d'euros. Il serait bon que ces journalistes retournent à leurs études, certainement bâclées, avant de vanter des mesures qui tuent le malade par un jeûne prolongé, qui, du coma ainsi obtenu amène à la mort. Molière le dénonçait déjà à sa manière : « Presque tous les hommes meurent de leurs remèdes, et non pas de leurs maladies. » Le Malade imaginaire, acte III, scène 3.

COUP DE GUEULE

SÉCHERESSE : LES BANQUES S'ENRICHISSENT SUR LE DOS DES PAYSANS

Par Frédéric MAZER et Victoire VIOLANES

Co-Présidents du MODEF National

Le Crédit Agricole (CA) et la Banque Populaire (BP) ont annoncé des dispositifs de crédits au financement de trésorerie avec un taux plafonné à 2,5 % pour la BP et de 2,5 % à 3,5 % pour le CA. Le Crédit Agricole crée le prêt « Coup de Pouce Adaptation Climatique Agri-Viti » sur une durée de 1 à 7 ans à un taux préférentiel.

Les banques utilisent cette sécheresse pour s'enrichir sur le dos des paysannes et des paysans. Elles se cachent derrière une histoire bien ficelée d'inflation et des guerres en Ukraine et au Moyen-Orient pour justifier des taux de crédits élevés.

Pendant ce temps, elles amassent les profits ! En 2025, le bénéfice net des six grands groupes bancaires français a augmenté de 10,2 % sur un an soit 39,8 milliards d'euros. Les frais de tenue de compte en 2026 ont augmenté d'environ 6,39 % par rapport à l'année dernière.

L'Agriculture est un business dominé par une poignée de multinationales soutenue par le gouvernement. Ces géants de l'agro-alimentaire affament le monde et exploitent les paysannes et des paysans.

Les producteurs ont besoin de mesures efficaces et demandent aux banques de prendre en charge les centaines de millions d'euros pour abaisser les taux à zéro. Le MODEF réclame un prêt à taux 0 pour les dispositifs de crédits au financement de trésorerie afin d'acheter du foin, de la paille, des céréales, des semences ... Nous regrettons une nouvelle fois le désengagement de l'État face à cette crise ! Le taux résiduel ne sera pas finalement pris en charge par l'État. Le MODEF appelle l'ensemble des paysannes et des paysans syndiqué(e)s ou pas à se mobiliser dans les prochains jours. Le gouvernement, les banques, la grande distribution ne jouent pas le jeu !

Angoulême, le 18 septembre 2026

Avez-vous remarqué ?



On nous rebat les oreilles avec le « déficit budgétaire ». Mais que font donc les entreprises de l'aide publique qu'elles reçoivent ? En France les entreprises versent 70,4 milliards de dollars de dividendes tandis qu'en Allemagne, elles n'en versent que 51,3 en Italie 17,5 et en Espagne 13,2...

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE